

Quelques chiffres

Syndicats mondiaux

1 Sharan Burrow est la première femme à la tête d'un syndicat international. Elle a été élue Secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale lors de son congrès mondial de Vancouver, au Canada, en juin dernier. Ancienne enseignante, Burrow quitte son poste de présidente du Conseil australien des syndicats et succède à Guy Ryder.

240 000 Le nombre de travailleurs latino-américains qui perdent la vie chaque année dans un accident, selon la Confédération syndicale des Amériques (TUCA). Ce chiffre n'inclut pas les décès dus à des maladies professionnelles. La TUCA estime que toutes les deux minutes d'un jour ouvrable, un travailleur latino-américain perd la vie.

101 Le nombre de syndicalistes assassinés dans le monde en 2009, selon la dernière enquête de la CSI sur les droits syndicaux. 48 ont été tués en Colombie, 16 au Guatemala, 12 au Honduras, 6 au Mexique, 6 au Bangladesh, 4 au Brésil, 3 en République Dominicaine, 3 aux Philippines, un en Inde, un en Irak et un au Nigéria.

176 000 000 La CSI rassemble 312 centrales syndicales de 155 pays, qui représentent au total 176 millions de

Photo : CSI/Jacky Delorme



Sharan Burrow, nouvelle Secrétaire générale de la CSI. Voir « 1 ». Photo : CSI/Jacky Delorme

membres. La CSI est née en 2006 du rapprochement entre la Confédération internationale des syndicats libres et la Confédération mondiale du travail.

1949 La Confédération internationale des syndicats libres, précurseur de la CSI, a vu le jour en 1949 quand des syndicats non communistes ont quitté la Fédération syndicale mondiale au paroxysme de la guerre froide. L'ITF s'est jointe à eux, car elle était opposée à l'intention de la Fédération d'absorber les fédérations syndicales internationales (alors appelées secrétariats professionnels internationaux).

10 L'ITF est l'une des 10 fédérations syndicales internationales (FSI) qui unissent les syndicats du monde entier dans des secteurs spécifiques. Ensemble, elles forment les Syndicats mondiaux, aux côtés de la Confédération syndicale internationale et de la Commission syndicale consultative (CSC) auprès de l'OCDE. Seule la Fédération internationale des métallurgistes, fondée en 1893, est plus ancienne que l'ITF, qui a vu le jour trois ans plus tard.

Procédure pour l'élection de la présidence de l'ITF

Le Comité exécutif a approuvé, lors de sa réunion qui a précédé le congrès, un ensemble de procédures qui seront appliquées le jeudi 12 août par le nouveau Comité exécutif une fois élu, au cas où il y aurait plusieurs candidatures à la présidence de l'ITF.

Les positions de président-e et vice-président-e-s seront déterminées conformément à l'article VII paragraphe 1 des Statuts de l'ITF, à savoir « désigné-e-s parmi les membres du Comité exécutif et proposé-e-s au Congrès pour élection. »

Nous suivons donc la procédure suivante :

- En cas de candidatures multiples, le Comité exécutif organisera un vote à bulletin secret parmi ses membres.
- Le Comité exécutif communiquera ensuite sa recommandation au congrès pour les positions de président-e et vice-président-e-s, selon les résultats dudit vote.
- Cette recommandation sera ensuite soumise à l'approbation du Congrès. Les deux candidats au poste de président se sont déclarés prêts à accepter la décision du Comité exécutif et ont indiqué que le candidat malheureux retirerait sa candidature.

Réunion des femmes du transport

Suite de la première page

les protéger. « L'injustice et la corruption sont à blâmer ; les femmes sont condamnées à être exclues. »

Alison a aussi souligné qu'il était important de s'atteler à la violence à l'égard des femmes, et a déclaré que l'ITF encouragerait les syndicats à participer à la Journée internationale des Nations Unies pour l'élimination de la violence faite aux femmes le 25 novembre. Selon les Nations Unies, une femme sur trois est victime d'une forme de violence physique au cours de sa vie.

Les déléguées ont adopté une motion rejetant toute forme de violence à l'égard des femmes au Mexique.

En outre, elles ont soutenu une motion d'urgence dénonçant le décès en mer dans des circonstances suspectes d'une apprentie officier sud-africaine, qui aurait été violée par un supérieur.

Initiative de renforcement des capacités

Les déléguées ont appris que l'ITF testait une nouvelle initiative de mentorat avec les sections maritimes, pour créer des liens entre les nouvelles élues et les dirigeantes expérimentées. Cette initiative n'est pas à sens unique, et sera enrichissante tant pour les femmes expérimentées que pour les novices.

Stéréotypes de l'emploi féminin

Des améliorations sensibles sont à noter pour les femmes sur le lieu de travail car de plus en plus d'entreprises mènent des programmes d'égalité, mais il reste du chemin à parcourir, selon une enquête menée par l'ITF en 2009.

Malgré des améliorations significatives, « le sexisme au travail perdure ».

Le Département des femmes de l'ITF s'y attelle, a expliqué Alison McGarry, et a ajouté un chapitre sur la sensibilisation aux questions de genre dans le document « Renforcer les syndicats », pour garantir que l'impact

des campagnes des femmes fasse l'objet d'un suivi dans chaque section et région, et pour qu'il y ait des matériels spécifiques pour chaque section. Les sections commencent aussi à créer des réseaux de femmes.

Victoire pour les femmes indiennes

« Je suis fière de pouvoir dire que l'on trouve des participantes actives partout en Inde » a déclaré Deepti Ben Shukla, de la Fédération nationale indienne des cheminots.

Shukla a expliqué aux déléguées que la place des femmes sur le marché du travail n'est toujours pas équitable, et que son syndicat a dès lors soumis les revendications des femmes à la commission salariale du gouvernement, ce qui a permis d'obtenir des congés parentaux et des horaires flexibles pour les cheminotes.

Shukla a aussi décrit les programmes éducatifs de son syndicat : « Nous sensibilisons les femmes aux lois et réglementations, pour qu'elles puissent se protéger contre la violence et le harcèlement sexuel au travail. »

“ Nous sensibilisons les femmes aux lois et réglementations, pour qu'elles puissent se protéger contre la violence et le harcèlement sexuel au travail. »



42^{ème} CONGRÈS DE L'ITF
MEXICO 2010

Au programme aujourd'hui

Plénière : Don Alberto, 9h30-17h00.
Groupe électoral Asie/Pacifique : Don Diego 1 & 2, 17h00-18h00.
Groupe électoral Amérique du Nord : Don Diego 3 & 4, 17h00-18h00.
Groupe électoral Europe : Don Alberto, 17h00-18h00
Commission des résolutions : Dona Socorro, 18h00-19h00.
Atelier Organisations-nous mondialement (arabe) : Don Americo, 18h00-20h30.

Bulletin du Congrès



Le Bulletin journalier du Congrès est publié en anglais, français, allemand et espagnol. Les contributions et commentaires sont les bienvenus : congress_daily@itf.org.uk / tél: +52-55-51 30 53 25 / 6.

Site internet du Congrès

Consultez le site Internet du Congrès – www.itfcongress2010.org – pour connaître toute l'actualité de ce grand rendez-vous. Vous y trouverez des documents de référence, ainsi que des liens vers le blog du Congrès et les sites Flickr et Youtube de l'ITF.

Blog du Congrès

Lisez les nombreux billets de notre Blog : www.itfglobal.org/congress2010blog/. Les contributions et commentaires sont les bienvenus : anderson_jeremy@itf.org.uk

BULLETIN DU CONGRÈS

Numéro 5

Mardi 10 août 2010



Le drapeau de la solidarité

Les déléguées de la Conférence des travailleuses des transports ont signé le « drapeau de la solidarité » en soutien aux conductrices de bus de Hong Kong, qui ont commencé hier une action revendicative. Ce conflit, qui porte sur les salaires et conditions de travail, a été soulevé au Congrès par Becky Kwan, du syndicat des PNC de Cathay Pacific. « Les travailleuses des transports sont unies pour l'équité salariale » a-t-elle déclaré.

Impact de la crise financière sur les femmes

« L'un des grands défis sera de contrer les effets de la crise économique sur les femmes partout dans le monde » a déclaré hier Alison McGarry, Coordinatrice des femmes de l'ITF.

Lors de la Conférence des travailleuses des transports, elle a rappelé l'importance de protéger l'emploi des femmes, souvent précaire. En effet, les femmes sont souvent les premières victimes des mesures de restriction.

Alison a décrit l'approche présentée dans le document de l'ITF, « Apporter un changement », qui donne la priorité à plusieurs domaines, dont la lutte contre l'impact de la crise sur les femmes.

Elle a indiqué que l'ITF continuera de s'associer aux syndicats mondiaux et à la Confédération syndicale internationale (CSI) pour promouvoir des stratégies économiques et politiques alternatives.

« Nous devons nous assurer que les conséquences de la crise sur les femmes soient bien comprises par les syndicats, et que les femmes soient représentées comme il se doit au sein d'organisations comme l'OIT et la CSI. »

Des recherches seront menées pour déterminer précisément les conséquences disproportionnées des coupes budgétaires du secteur public sur les femmes.

La mise en œuvre de programmes d'égalité dans les syndicats des transports et l'organisation des jeunes, des travailleuses informelles et des femmes des « nouveaux lieux de travail » comme les centres d'appels, constituent également de grands axes de ce document.

L'ITF s'intéresse déjà à la question des centres d'appels, notamment en Afrique, où est mené un projet adressé aux jeunes travailleuses.

Condamnation de la violence faite aux femmes

Les déléguées se sont élevées avec vigueur contre la violence croissante à l'égard des femmes.

Rosa María Hernández López, du syndicat mexicain des bus, des trams et du métro léger ATM, a déclaré que les violences et assassinats de femmes étaient très répandus au Mexique, et que l'État ne faisait rien pour

Suite à la dernière page

Mon Congrès



José Luis Castillo est le Secrétaire général du Sintrajap, le syndicat des dockers costaricains. En mai dernier, 60 policiers ont fait irruption au siège et pris le contrôle du syndicat. Le gouvernement a évincé l'équipe de direction démocratiquement élue et imposé un conseil fantôme à sa botte. Il a aussi essayé de convaincre les dockers de se désaffilier et d'accepter la privatisation des ports.

A-t-il été difficile de vous rendre à Mexico pour le Congrès ? Oui, très difficile. Notre syndicat n'ayant plus de statut juridique, il nous est impossible de prélever des cotisations. Les caisses sont vides. Nos délégués se voient dans l'impossibilité d'obtenir une délégation pour exercer leur mandat syndical, ce qui est contraire à la Convention de l'OIT sur les droits des délégués syndicaux. Heureusement, l'ITF est intervenue, a pris nos frais en charge et a même organisé le voyage.

Avez-vous évoqué les difficultés de votre syndicat lors du Congrès ? Oui, lors de la Conférence de la Section des dockers et du Symposium sur les droits humains. J'espère aussi pouvoir les évoquer lors de la plénière d'aujourd'hui. Et bien sûr, j'ai pu en parler personnellement avec des syndicalistes du monde entier. Leurs réactions ont été incroyables. On ne

s' imagine pas qu'une situation pareille puisse exister au Costa Rica, pays réputé démocratique. L'offensive du président Óscar Arias, pourtant respecté par la communauté internationale, ternit vraiment l'image du pays.

D'autres syndicats vous ont-ils manifesté leur solidarité ? Nous avons reçu des marques de soutien du monde entier. Le syndicat américain ILWU s'est montré le plus actif, publiant une page entière dans un journal costaricain pour condamner l'offensive contre notre syndicat, envoyant des lettres au président Obama, demandant à 25 députés américains de signer une pétition et présentant une protestation officielle au gouvernement américain au titre de l'accord de libre-échange centraméricain. L'ILWU a donc été d'une grande aide. Les syndicats d'Amérique centrale ne sont pas en reste. Le 14 juillet, des syndicats du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua, du Panama et du Salvador ont protesté devant les ambassades costaricaines. Les syndicats mexicains ont aussi été très présents, sans parler des syndicats espagnols, portugais et grecs, qui ont protesté auprès des ambassades costaricaines dans leur pays.

Quelle aide concrète souhaiteriez-vous du Congrès ? Nous voudrions que l'ITF nous soutienne jusqu'à la victoire. J'espère que la motion d'urgence sera adoptée. Je pense aussi qu'il faut monter d'un cran. Nous devons envisager des boycotts des produits costaricains, par exemple les fruits frais comme les bananes, les ananas et les melons, dont l'exportation est très importante pour le pays et se fait souvent par voie maritime, ce qui signifie que d'autres syndicats des dockers pourraient nous aider. Il est par ailleurs essentiel que l'OIT condamne le gouvernement costaricain.

« Le syndicat américain ILWU s'est montré le plus actif, publiant une page entière dans un journal costaricain pour condamner l'offensive contre notre syndicat et envoyant des lettres au président Obama. »

Affiche de la campagne anti-privatisation du Sintrajap. La nouvelle direction du syndicat, à la botte du gouvernement, soutient la privatisation de l'autorité portuaire JAPDEVA.



En bref

Projet d'alliance USA-Hong Kong

Les syndicats des États-Unis et de Hong Kong envisagent une représentation conjointe pour les PNC de Cathay Pacific basés aux USA. Ces PNC sont soumis au droit du travail américain, mais voient leurs salaires et conditions de travail fixés par leur employeur à Hong Kong. Pat Friend, du syndicat américain des PNC AFA, et Becky Kwan, du syndicat des PNC de Cathay Pacific, se sont rencontrées pour la première fois au Congrès, pour réfléchir à un principe de « syndicat de substitution », peut-être inspiré du modèle déjà testé au Canada, où les PNC de Cathay ont formé un syndicat de droit canadien affilié à l'ITF, tandis que le syndicat basé à Hong Kong est toujours le premier interlocuteur de l'employeur. Pat Friend : « Cathay externalise pour éviter d'avoir un syndicat fort à Hong Kong. Nous devons trouver une solution créative pour ne pas porter préjudice aux PNC basés à Hong Kong. »

Extrait de notre blog...

Le professeur Greg Bamber, expert en relations professionnelles de l'Université Monash, Australie, nous écrit : « On croit souvent que la réussite d'une nouvelle compagnie aérienne repose sur une main-d'œuvre bon marché et l'antisindicalisme. Nous réfutons cette théorie dans notre livre [« How Airlines Can Improve Performance by Engaging Their Employees », de Greg J Bamber et al.] et montrons que la coopération avec les syndicats et les bons résultats opérationnels sont directement liés... De grands transporteurs comme British Airways n'ont pas résisté à l'appel des sirènes, mais comme nous le démontrons, cette approche manque de clairvoyance et engendre un nivellement par le bas qui ne fera qu'accroître les problèmes du secteur. »
—D'autres messages sur le blog du Congrès www.itfglobal.org/congress2001blog

Les syndicats peuvent contrer une privatisation

La privatisation peut parfois être contrée ou inversée, comme il l'a été prouvé lors de la réunion du Comité des transports urbains, avec l'exemple notamment de la campagne réussie du Maritime Union of Australia contre la vente de la société de ferries du port de Sydney. Mark Champley, du MUA, a expliqué que le syndicat avait organisé une campagne très publicisée pour sensibiliser à la sécurité ainsi qu'aux tarifs et à la réduction des services. Le syndicat a créé un site Internet pour permettre l'échange d'informations et fait pression sur la classe politique locale pour obtenir son soutien. Une chanson de campagne accrocheuse tournait en boucle à la radio, les journaux locaux ont été ciblés et des rassemblements ont été organisés. Le gouvernement avait demandé une participation privée à l'exploitation des ferries en 2008 mais, au terme d'une campagne syndicale de 20 mois, il s'est avoué vaincu.

Nous pouvons y arriver – mais il faudra la jouer fine !

Par Stuart Howard
Secrétaire général adjoint de l'ITF

Aujourd'hui débute le débat en plénière sur le grand document politique du Congrès, Des syndicats forts – Un transport durable, fruit de nombreux mois de consultation avec les affiliés et de discussions au Comité exécutif.

Les défis sont de taille. La mondialisation et la déréglementation continuent de faire la loi. La crise économique mondiale touche le transport : les déplacements de personnes et de biens diminuent, avec pour conséquence la perte de milliers d'emplois et des avantages salariaux et sociaux menacés. Le monde s'inquiète de plus en plus du changement climatique et le transport est montré du doigt. Nous devons absolument assurer la participation des jeunes aux syndicats, et les femmes se sentent encore trop souvent exclues. De quoi se sentir dépassés par moment.

L'ITF doit se montrer à la hauteur de ces enjeux. Elle doit répondre aux inquiétudes à la fois des syndicats forts et des syndicats très vulnérables, sans pour autant trop se disperser. Des politiques de qualité seront vaines sans influence syndicale. Les

« Nous devons nouer des alliances non seulement entre syndicats au niveau mondial et local, mais aussi avec d'autres groupes de défense de la justice sociale. »

activités de l'ITF doivent s'axer sur des mesures et programmes pratiques de coordination internationale jusque sur les lieux de travail, pour que nous soyons tous plus forts.

Le document sur le thème du Congrès décrit certains de ces grands enjeux, mais une fois le Congrès terminé, le Comité exécutif devra inévitablement identifier les priorités et centrer l'action.

Dans certains pays, les syndicats se trouvent dans des situations extrêmement difficiles. Comme nous l'avons vu au Guatemala, en Iran et dans d'autres pays, les dirigeants syndicaux sont arrêtés ou même assassinés. Les syndicats sont confrontés à des campagnes d'hostilité de la part des employeurs et des gouvernements. Nous devons pouvoir nous entraider dans ces situations. La solidarité est toujours au cœur de l'action de l'ITF, qui a fait ses preuves en la matière.

L'économie mondiale continue de s'appuyer sur des chaînes de distribution. Depuis le Congrès de Durban, les syndicats de l'ITF ont commencé une coordination syndicale dans des multinationales du transport comme DHL et Maersk, et les hubs et



Howard : Des syndicats forts – Un transport durable, la possibilité d'accroître la force de levier syndicale

couloirs des réseaux de fret. Nous devons poursuivre sur cette voie pour tirer pleinement parti de notre position dans l'industrie stratégique de la logistique du fret. Nous avons là une réelle possibilité d'accroître la force de levier syndicale.

Ces prochaines années, nous assisterons à une offensive massive sur les services publics, dont le transport, alors que le changement climatique rend pourtant impératif le développement des transports en commun. Ceci appelle une stratégie à la fois industrielle et politique. Nous devons nouer des alliances non seulement entre syndicats au niveau mondial et local, mais aussi avec d'autres groupes de défense de la justice sociale. L'ITF collabore déjà avec d'autres fédérations syndicales internationales sur la campagne en faveur de services publics de qualité.

Mais le document sur le thème du Congrès ne fait pas qu'identifier les problèmes, il se concentre aussi sur leur résolution. Nous avons déjà insisté sur l'ampleur de la tâche qui nous attend. Les ressources de l'ITF seront vraisemblablement sous une pression accrue au cours des prochaines années. Il est vital de maximiser les ressources, de se concentrer sur des priorités spécifiques, de coordonner notre action entre les régions et les modes de transport, et de mettre au point des projets et programmes concrets aux objectifs clairs. Nous pouvons relever ces défis, aussi imposants soient-ils, mais nous devons la jouer fine.

Un format différent

Après Durban, l'ITF a demandé aux délégué(e)s de suggérer des améliorations du format du Congrès. Un débat plus structuré sur le document du thème du Congrès est souvent revenu dans les réponses. Cette fois, il y aura donc un débat en table ronde. Cinq délégué(e)s de différents pays associés à l'ITF à divers niveaux ont été invités à former une table ronde et à donner le coup d'envoi de la discussion, qui s'appuiera donc sur les points soulevés par ceux-ci. Aidan White, de la Fédération internationale des journalistes, a été invité à animer cette séance.

Inquiétudes pour les travailleurs off-shore au Mexique

Hier, une délégation du Congrès a rencontré Gerson Obed Vega Ibarra, Directeur adjoint du Bureau général de l'exploration et de l'exploitation des hydrocarbures du Ministère de l'énergie, pour discuter des inquiétudes de l'ITF face aux violations des droits humains et aux déficits de santé et de sécurité dans le secteur pétrolier et gazier offshore mexicain.

Ces préoccupations avaient été présentées au Forum international du secteur offshore tenu à Mexico en octobre 2009.

Hier, les discussions ont porté sur les conclusions de ce forum international, qui reflètent pour l'essentiel les conclusions d'un rapport rédigé par Ana Lilia Pérez pour l'ITF, « Campeche Basin : Paradigm of Labour Exploitation ». En outre, elles ont examiné les mécanismes d'amélioration des relations professionnelles locales et internationales, et d'élaboration d'un modèle de bonnes pratiques dans le secteur pétrolier et gazier offshore mexicain.

La délégation de l'ITF, composée de Norrie McVicar, président du groupe de travail offshore de l'ITF, Ysmael García Muñoz, du syndicat mexicain des gens de mer OCPNRM, et Roar Holtet, du syndicat norvégien Industri Energi, a appris que de nouvelles structures étaient mises en place pour résoudre les problèmes actuels. Les ministères de l'énergie, du travail, du transport maritime et des transports collaboreront à l'amélioration de la santé et de la sécurité au travail, ainsi qu'au développement d'une formation aux réponses d'urgence et bonnes pratiques de travail.

La délégation de l'ITF a salué ces initiatives, mais a invité le directeur général adjoint à réfléchir sérieusement à la participation et à la prise en compte du point de vue des syndicats indépendants et démocratiques affiliés à l'ITF.

Norrie McVicar s'est dit heureux de l'attitude positive du directeur général adjoint et espère poursuivre le dialogue dans l'intérêt des travailleurs offshore mexicains.

« Nous avons aussi souligné qu'il était important de respecter les instruments de l'OIT ainsi que les principes de dialogue social et de travail décent. L'ITF a décidé de soumettre des propositions à ce sujet, fondées sur les meilleures pratiques du monde entier. »



Gerson Obed Vega Ibarra (à droite) et la délégation de l'ITF : (à partir de la gauche) Ysmael García Muñoz, Roar Holtet et Norrie McVicar.